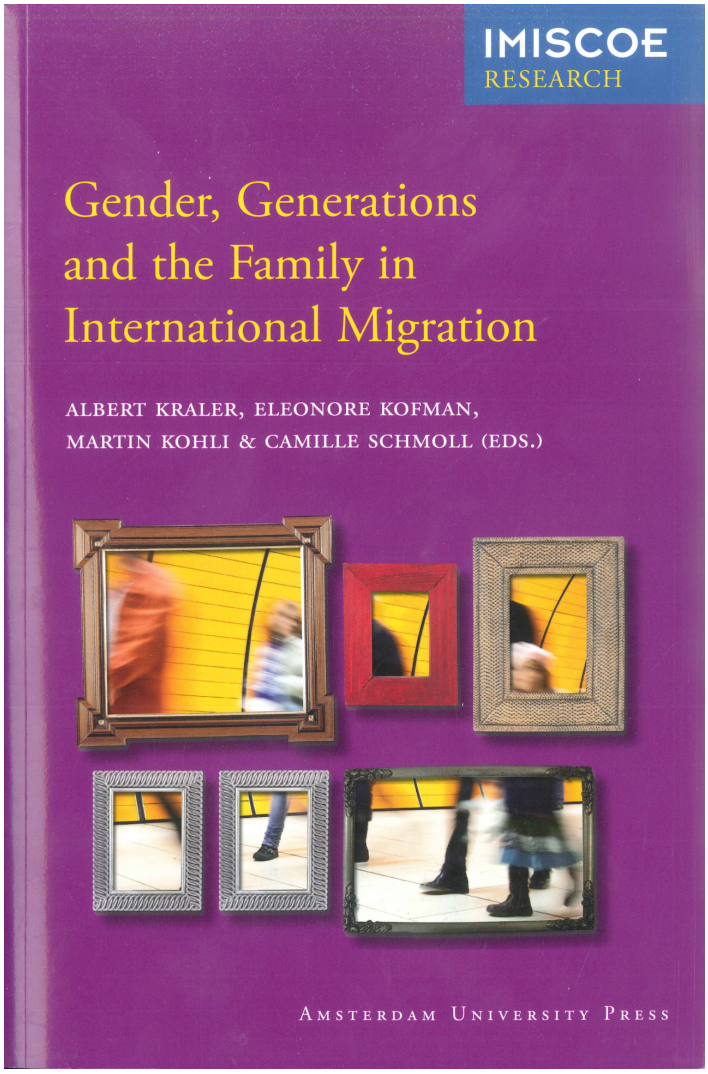
Les migrations, une affaire de famille ?

Kraler, Albert, Eleonore Kofman, Martin Kohli et Camille Schmoll (éds.). 2011. Gender, Generations and the Family in International Migration, Amsterdam : Amsterdam University Press, IMISCOE Research Series.

Par Tatiana Eremenko



Un intérêt grandissant pour les familles migrantes.

L'ouvrage *Gender, Generations and the Family in International Migration* est issu d'une conférence organisée en 2007 par les chercheurs du réseau International Migration, Integration and Social Cohesion (IMISCOE) en collaboration avec le European University Institute (EUI). Dans un contexte de fragmentation

importante des recherches sur les familles en contexte migratoire, l'objectif du colloque était de rassembler les spécialistes travaillant sur ces thématiques et d'établir un dialogue entre les disciplines, les approches et les sujets, afin de contribuer à une meilleure connaissance des dimensions familiales de la migration internationale.

Ce projet s'inscrit donc dans un développement plus large du champ de recherche sur les familles en contexte migratoire en cours depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, il apparaît indéniable que la famille joue un rôle important dans le phénomène de migration internationale, mais cette prise de conscience a été relativement tardive dans le champ académique. Les premiers travaux analysant les migrations internationales en termes économiques d'offre et de demande du travail sur le marché mondial étaient majoritairement centrés sur l'individu. Dans les années 1980, une littérature économique, mais aussi sociologique s'intéresse au rôle joué par la famille et les réseaux familiaux avant, pendant et après la migration (Stark and Bloom 1985, Boyd 1989, Massey 1990, Nauck et Settles 2001). Avec l'accroissement du nombre d'entrées de migrants à titre familial après l'arrêt de l'immigration du travail, la dimension familiale du phénomène migratoire attire davantage d'attention. Aux États-Unis, des analyses visent à estimer l'effet multiplicateur[1], soit le nombre de membres de famille qu'un premier migrant allait faire venir à destination (Jasso et Rosenzweig 1986, 1989, Arnold 1989). En Europe, les recherches sur les familles en contexte migratoire sont plutôt axées sur leur intégration dans le pays de destination (Pflegerl 2002). Les études analysant de manière systématique les différentes formes que les migrations familiales peuvent prendre (migration d'une famille entière, migration pour rejoindre un membre de famille déjà installé ou migration pour former une nouvelle famille) restent rares (Kofman 2004). Une littérature plus récente s'intéresse aux familles transnationales, soit des familles dont les membres vivent dans différents pays, et leur vécu dans le contexte de séparation géographique (Orellana, Thorne et al. 2001, Bryceson et Vuorela 2002, Le Gall 2005, Salazar Parreñas 2005).

Les nombreuses réponses à l'appel aux contributions ont montré que le colloque — et par extension cet ouvrage — répondait à une réelle nécessité de discussion autour de ces thématiques. Au total, une quinzaine de contributions

ont été retenues pour ce recueil couvrant l'ensemble des sciences sociales : sociologie, anthropologie, géographie, histoire. Ces contributions sont organisées autour de quatre grandes thématiques :

– la famille comme un ordre moral et social ;

– le genre, la génération et le travail dans la famille migrante ;

– la migration matrimoniale et les rapports de genre ;

– les situations et pratiques des familles transnationales.

Cependant, d'autres aspects de la vie des migrants et de leurs familles traversent l'ensemble de l'ouvrage. L'impact du contexte législatif sur la migration et l'intégration des familles en est un thème central. Plusieurs études apportent également des éléments sur l'interconnexion des projets migratoires et familiaux, ou la reconfiguration des rapports de genre et de génération en contexte migratoire pour n'en citer que quelques-uns.

Des aspirations individuelles aux contraintes structurelles.

Aujourd'hui, les migrants et leurs familles sont au centre d'un paradoxe : tandis que de nombreux instruments internationaux mis en place depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale visent une meilleure protection des familles en contexte migratoire[2] et la reconnaissance des liens familiaux dans leurs différentes formes (par exemple, les unions non cohabitantes), d'autres développements, à l'inverse, fragilisent leurs conditions d'existence. Les restrictions en matière d'immigration dans les pays du Nord ont réduit les possibilités des familles du Sud à envoyer l'un de leurs membres pour y travailler, du moins de manière légale, et les difficultés grandissantes des migrants sur le marché du travail, accentuées par la crise de 2008, ont encore réduit leurs ressources. Les limitations à l'accès à la procédure de regroupement familial, introduites dans plusieurs pays européens dans la dernière décennie, ont remis en cause les projets de réunification de certaines familles ou les ont poussées à les réaliser hors du cadre légal.

Parallèlement à ces développements légaux et socio-économiques, les familles migrantes se sont retrouvées au centre des débats de société dans lesquels elles sont généralement présentées comme une menace à l'ordre social (rapports de genre et de génération inégalitaires), à l'état providence (populations non intégrables sur le marché du travail et constituant donc un fardeau pour le système social) et à la sécurité nationale (contournement des cadres légaux d'immigration). La famille migrante, véhiculant des valeurs et des pratiques archaïques et contraires à celles de la société d'accueil, serait donc responsable de l'intégration des migrants ou plutôt de son absence. Dans ce contexte, l'ouvrage « Le déni des cultures » de Hugues Lagrange paru en 2010 analysant le lien entre les situations des familles migrantes originaires d'Afrique subsaharienne et l'échec scolaire de la jeune génération a eu une résonance importante dans le milieu académique et même au-delà (voir Kakpo 2011 ou Lardoux 2011 pour une discussion plus détaillée). Une des critiques lui ayant été adressée était de ne pas suffisamment tenir compte du poids des contraintes structurelles dans le devenir des secondes générations, ainsi que les changements au sein de ces familles (*versus* leur immuabilité).

Le parti pris conceptuel et méthodologique de l'ensemble des auteurs de l'ouvrage *Gender, Generations and the Family in International Migration* est l'intégration systématique, dans leurs analyses, des conditions structurelles dans lesquelles évoluent les migrants et leurs familles. En effet, l'examen des problèmes d'intégration et des situations d'échec des migrants en relation avec leurs seules caractéristiques ou leur culture d'origine, occulte le rôle joué par les facteurs extérieurs sur leurs parcours. Dans cette perspective, plusieurs contributions se concentrent sur les politiques publiques d'immigration et d'intégration dont font l'objet les migrants. Loin d'être universelles et figées, ces politiques varient dans l'espace et le temps et répondent aux préoccupations des sociétés d'accueil (Satzewich 1993). À partir de l'exemple néerlandais, Sarah van Walsum (Chapitre 2) montre que, selon les périodes historiques, les politiques migratoires ont visé à inclure ou exclure certaines catégories de migrants et membres de famille dont les critères étaient en large partie déterminés par les normes familiales au sein de la société d'accueil. Ainsi, les droits inégaux des hommes et des femmes à vivre avec un non-national et à transmettre leur nationalité, existant jusque dans les années 1980, résultaient du

modèle familial traditionnel avec des rôles genrés spécifiques et contribuaient à sa conservation au sein de la société d'accueil. Aujourd'hui, la législation d'immigration aux Pays-Bas, plus favorable aux spécialistes qualifiés, notamment en ce qui concerne les possibilités de migration de leur famille, s'explique par le modèle de l'économie nationale voulant attirer ces groupes de migrants.

Yvonne Riaño (Chapitre 11) montre que les conditions légales dans lesquelles se trouvent les migrants à leur arrivée, notamment ceux venus au titre familial et étant deux fois sur trois des migrantes, correspondent là aussi à une vision traditionnelle de la famille dans la mesure où la présence de ces femmes sur le territoire suisse est subordonnée au seul lien familial avec leur conjoint et que leur accès au marché du travail est limité. La législation existante tend donc à enfermer les migrantes dans une position de dépendance légale et financière vis-à-vis de leur conjoint. Plusieurs analyses attirent l'attention sur le fait que la faible participation au marché du travail des femmes migrantes ne peut pas être analysée uniquement en termes de position des femmes dans les cultures et sociétés d'origine, mais doit aussi intégrer leur statut, notamment légal, à destination et l'accès à l'emploi des femmes en général, qui affichent toujours des taux d'activité et des salaires plus faibles que les hommes (European Union 2011).

Au-delà du seul contexte légal, d'autres facteurs extérieurs ont un impact sur le processus d'intégration des migrants comme la structure du marché de l'emploi, leur accès au système de sécurité sociale ou les possibilités de garde des enfants. Plusieurs études montrent que, lorsque la possibilité existe, les deux conjoints ou seule la femme travaillent dans la famille. C'est le cas des couples de classes moyennes venus comme migrants qualifiés au Canada et interviewés par Gillian Creese, Isabel Dyck et Arlene Tiger McLaren (Chapitre 6). C'est également le cas des migrants originaires de Pologne, d'Ukraine et d'Équateur décrits par Ludovica Banfi et Paolo Boccagni (Chapitre 12) et d'Amérique latine par Paola Bonizzoni (Chapitre 13), installés en Italie où leur statut irrégulier n'est pas un frein à l'emploi, étant donné la structure de l'économie locale. Les parents migrants sont confrontés au dilemme de vivre avec leurs enfants dans le pays de destination ou à distance, en les laissant (ou les renvoyant) au pays

d'origine. Leur décision dépend certes de la situation familiale et des caractéristiques des enfants en question (notamment leur âge), mais également des possibilités de leur prise en charge à destination. L'absence ou l'insuffisance de structures d'accueil des enfants affecte l'ensemble des familles, mais peut être d'autant plus difficile à gérer par les familles migrantes, et amener les parents à se séparer des enfants.

Les législations et les facteurs contextuels interagissent pour construire une hiérarchie des membres de la société selon de multiples critères (nationalité, statut légal, statut socio-économique, mais également sexe, ethnie), à laquelle fait référence le concept de « stratification civique[3] » (Morris 2003, Kofman 2002), employé par plusieurs auteurs de l'ouvrage. Dans un contexte caractérisé par la mobilité croissante des individus et la multiplication de leurs statuts, ce concept et les catégories liées saisissent mieux les situations des migrants que la distinction plus classique de national/étranger. Son intégration dans les analyses apparaît central puisque la place des migrants au sein de cette hiérarchie leur donne des droits différents, notamment pour mener leur vie productive et reproductive. Ainsi les expériences des femmes originaires de Thaïlande venues aux Pays-Bas dans le cadre d'une migration matrimoniale, étudiées par Panitee Suksomboon (Chapitre 9), ou celles des hommes camerounais mariés à des femmes en Allemagne par Annett Fleischer (Chapitre 10), prennent tout leur sens lorsqu'on les situe dans ce système de stratification civique.

Comprendre l'impact des conditions structurelles à l'arrivée des migrants sur leur parcours nécessite d'adopter d'une vision à long terme, car certaines conséquences peuvent se manifester plus tard dans leur parcours. Après une période d'absence du marché de l'emploi des migrants familiaux et la déqualification en résultant, il leur devient plus difficile de le réintégrer par la suite. L'impact de la séparation sur les relations entre parents et enfants (contributions de Ludovica Banfi et Paolo Boccagni, ainsi que Paola Bonizzoni) peut ensuite avoir des répercussions indirectes sur l'intégration de la famille dans son ensemble. L'étude comparative des migrants et de leurs familles résidant en France et en Espagne réalisée par Christine Catarino et Laura Oso (Chapitre 7) montre l'importance de l'environnement familial pour comprendre

les transmissions intergénérationnelles au sein des familles, y compris dans le domaine économique. La qualité des relations des enfants avec les parents était l'un des facteurs explicatifs de leur volonté de participer aux activités commerciales de la famille (aide formelle ou informelle aux parents, la reprise de l'entreprise familiale).

Un défi pour les sciences sociales.

L'ouvrage soulève également un nombre de questions d'ordre plus méthodologique, liées aux concepts, méthodes et données utilisés lorsque l'on travaille sur les familles migrantes. La première se réfère aux apports et aux limites des classifications pour la compréhension des phénomènes sociaux, notamment en contexte migratoire. Les typologies existantes des migrants, souvent reprises dans les études académiques (ressortissant de l'UE ou des pays tiers, travailleur hautement qualifié ou saisonnier, migrant économique ou familial, migrant régulier ou irrégulier, etc.) correspondent certes à des réalités spécifiques, mais empêchent de voir les points communs dans les vécus des différents groupes. Or, la majorité des contributions montrent que quelle que soit leur position, les migrants sont confrontés, à un moment ou à un autre, à des questions semblables : comment faire face à la reconfiguration des rapports au sein des couples, assurer la transmission intergénérationnelle des valeurs familiales et de la culture d'origine, organiser les soins à distance des parents âgés, etc. Ce qui change selon leur place dans la hiérarchie, ce sont les ressources et les possibilités qui leur sont offertes pour y répondre. Face à la nécessité de s'occuper de ses parents âgés, un ressortissant de l'UE aura le choix de se faire rejoindre par eux dans son pays de résidence ou bien d'organiser les soins à distance et leur rendre visite aussi souvent qu'il juge nécessaire. Pour un ressortissant d'un pays tiers, ces mêmes activités seront davantage déterminées par son pays de résidence et la réglementation en matière d'immigration, sa situation légale et socio-économique, mais aussi la situation de ses parents (l'âge, le degré de dépendance vis-à-vis du migrant, etc.).

Plusieurs contributions mettent également en cause une autre distinction souvent utilisée pour caractériser les migrants — migrant indépendant/familial —

en montrant l'importance de la dimension familiale dans les prises de décision des migrants, généralement représentés comme étant « seuls », soit les travailleurs hautement qualifiés et les mineurs non accompagnés. Aurélie Varrel révèle l'influence des raisons familiales (l'existence des parents âgés) dans les décisions de retour en Inde des professionnels travaillant dans le secteur des nouvelles technologies aux États-Unis, alors même que ce groupe apparaît comme l'idéal type du migrant mobile en proie aux seules considérations individuelles (Chapitre 14). L'exemple des mineurs non accompagnés originaires du Maroc dont les trajectoires migratoires à destination de l'Espagne ont été analysées par Nuria Empez Vidal est un autre exemple de l'importance des facteurs familiaux dans la compréhension des parcours migratoires des individus (Chapitre 5). Ces jeunes migrants ont une place particulière dans le cadre législatif du pays d'accueil en vertu de leur position plus fragile, liée à leur âge et à l'éloignement de leur famille. Or, les entretiens avec les adolescents et l'observation participante au sein des familles dans le pays d'origine font ressortir que ces émigrations s'inscrivent elles aussi dans des projets familiaux de mobilité sociale, comme c'est le cas pour les migrants adultes. Même lorsqu'ils sont en Espagne, la famille des adolescents reste une référence importante dans leurs discours, qui influence leurs prises de décision. Elle est également présente dans les discours des acteurs institutionnels du pays de destination, ayant affaire aux mineurs, comme les travailleurs sociaux ou les agents des services de l'immigration.

Dans un second temps, l'ouvrage suscite également une réflexion sur les méthodes de recherche en sciences sociales les mieux adaptées pour travailler auprès des familles en contexte migratoire. Dans le dernier chapitre présentant une revue des études existantes sur les familles transnationales, Venetia Evergeti et Louise Ryan insistent sur « l'importance d'utilisation d'une méthodologie sensible aux expériences des migrants et de leurs familles : les récits de famille, les histoires de vie, l'observation participante[4] » (p. 369). La majorité des contributions de cet ouvrage fait en effet usage de méthodes qualitatives, mais adopte des stratégies de recherche variées en réalisant des entretiens avec des personnes occupant des positions différentes au sein des familles (membres d'un couple, mère célibataire, enfant venu dans le cadre familial ou seul) ou en menant l'observation dans les pays de destination et/ou

d'origine des migrants. Les analyses historiques des législations sur l'immigration et l'intégration dans plusieurs contextes nationaux apparaissent comme une méthode complémentaire pour comprendre les contraintes structurelles auxquelles font face les migrants au moment de leur arrivée.

Si la majorité des travaux existants sur les familles migrantes fait appel aux données quantitatives uniquement pour contextualiser leur recherche, y compris dans cet ouvrage, deux contributions s'appuyant sur des enquêtes auprès de migrants installés dans les pays de destination montrent l'apport de la sociologie quantitative et de la démographie dans leur analyse. L'étude de Djamila Schans et Helga de Valk, comparant les opinions sur les obligations filiales et les pratiques au sein de familles issues de l'immigration et de familles natives des Pays-Bas, permet de comprendre le rôle joué par les cultures d'origine dans les attitudes et les comportements, tout en mettant en lumière les transformations qu'elles connaissent en contexte migratoire (Chapitre 4). La contribution d'Amparo González-Ferrer analyse les situations familiales des migrants installés en Espagne (Chapitre 8). Le recours à une large enquête statistique, représentative de la population immigrée, lui permet de montrer la diversité des parcours migratoires de couples et sa relation avec l'intégration économique ultérieure des individus à destination. Ainsi, dans le débat entre approches qualitatives et quantitatives des phénomènes sociaux, et plus particulièrement dans le contexte migratoire, il apparaît de plus en plus évident qu'il n'y a pas d'opposition entre les deux et que c'est dans leur combinaison que réside la compréhension des phénomènes étudiés (Mazzucato et Schans 2008, 2011, Bernardi 2011, Carling, Menjívar et al. 2012).

Pour un chercheur en sciences sociales, travailler sur les familles, et plus encore les familles migrantes, n'est pas exempt de difficultés étant donné l'investissement que connaît ce champ par de multiples acteurs tels que l'État, l'Église, les associations de familles, et d'autres associations non gouvernementales. Le débat public souvent préexistant sur ces thématiques influence le processus de la production des connaissances en sciences sociales et doit être intégré comme une dimension supplémentaire de l'analyse. Cette situation est illustrée dans l'analyse de Ralph Grillo de l'évolution du débat autour des mariages forcés et arrangés au Royaume-Uni (Chapitre 3), et fait

plus généralement écho aux travaux antérieurs sur le sujet. Pour Collet et Santelli, la question du mariage forcé est

un bel exemple sociologique attestant qu'une réalité sociale n'existe pas tant qu'elle n'est pas construite socialement, politiquement et publiquement. […] En même temps, compte tenu de l'incertitude quant à l'ampleur du phénomène et de son caractère polémique, il n'est pas aisé de construire l'objet sociologique "mariage forcé" sans être soupçonné de participer au débat partisan. (2008, p. 49)

Un champ d'études en construction.

La richesse de cet ouvrage vient de la diversité de son contenu en termes de types de migrations, des thématiques et des contextes nationaux étudiés, ainsi que des approches disciplinaires. Cependant, à la lecture de ces études menées de manière indépendante, nous pouvons regretter qu'il n'y ait pas plus de dialogue entre les participants à cet ouvrage, malgré l'existence de quelques renvois des auteurs vers les autres contributions. Une conclusion globale à l'ouvrage, évaluant cette entreprise collective interdisciplinaire et faisant part au lecteur de sa « cuisine interne » comme les discussions et les confrontations concernant les concepts, les méthodes et les possibles interprétations des résultats, aurait constitué une contribution intéressante et permis de mieux saisir les apports et les limites d'une approche interdisciplinaire sur une thématique aussi complexe.

Une autre question sous-jacente de cet ouvrage est : quelles sont les raisons qui amènent certaines familles à migrer ensemble, d'autres à se séparer et se réunifier dans le pays de destination ou d'origine, tandis que d'autres continuent de vivre à distance de manière prolongée ? Les théories classiques des migrations internationales (Massey, Arango et al. 1993) accordent peu de place aux facteurs explicatifs des trajectoires migratoires des membres d'une famille. Est-il pour autant impossible d'établir un cadre conceptuel commun permettant de comprendre ce phénomène ? Répondre à cette question nécessite une meilleure compréhension des facteurs individuels, familiaux et contextuels jouant dans la migration des familles, ainsi que leurs conséquences sur les familles

migrantes, qu'elles soient positives ou négatives. Le développement important des recherches sur ces questions dont témoigne la parution de plusieurs numéros de revues spéciaux depuis la conférence (Beyers, Venken et al. 2009, Mazzucato et Schans 2011, Schmidt 2011, Carling, Menjívar et al. 2012, Gardner 2012) laisse espérer qu'avec le temps ce dernier objectif pourra se réaliser.

Résumé

À l'heure des débats sur l'immigration et l'intégration, ainsi que sur le rôle joué par la famille dans ces processus, l'ouvrage Gender, Generations and the Family in International Migration apporte des données nouvelles pour la compréhension des relations multiples et souvent complexes entre les domaines de la famille et des migrations internationales. Un de ses principaux apports est l'intégration systématique dans les analyses des éléments du contexte des pays de destination, notamment des législations dont font objet les migrants, pour mieux comprendre leurs parcours d'intégration.

Notes

1 Traduction de l'auteur du concept anglais de *immigration multiplier*.

2 Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950, Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant de 1977, Convention internationale relative aux droits de l'enfant de 1989.

3 Traduction de l'auteur du concept anglais de *civic stratification.*

4 Traduction de l'auteur.

Bibliographie

Arnold, Fred, Benjamin V. Carino, James T. Fawcett et Insook Han Park. 1989. « Estimating the Immigration Multiplier : An Analysis of Recent Korean and Filipino Immigration to the United States » *International Migration Review*, 23 (3) : p. 813-838.

Bernardi, Laura. 2011. « A Mixed-Methods Social Networks Study Design for Research on Transnational Families » *Journal of Marriage and Family*, 73 (4) : p. 788-803.

Beyers, Leen Machteld Venken et Idesbald Goddeeris, 2009. « Families, Foreignness, Migration » *The History of the Family*, 14 (2) : p. 125-131.

Boyd, Monica. 1989. « Family and personal networks in International Migration. Recent developments and new agendas » *International Migration Review*, 23 (3) : p. 638-670.

Bryceson, Deborah Fahy et Ulla Vuorela (éds.). 2002. *The transnational family : new European frontiers and global networks*. Oxford : Berg.

Carling, Jørgen, Cecilia Menjívar et Leah Schmalzbauer. 2012. « Central Themes in the Study of Transnational Parenthood » *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38 (2) : p. 191-217.

Collet, Beate et Emmanuelle Santelli. 2008. « Entre consentement et imposition. Réalités politiques et sociales des mariages dits “forcés” » *Migrations société* 20 (119) : p. 47-57.

European Union. 2011. « Labour market statistics. Eurostat pocketbooks » Luxembourg : Publications Office of the European Union.

Gardner, Katy. 2012. « Transnational Migration and the Study of Children : An Introduction » *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38 (6) : p. 889-912.

Jasso, Guillermina et Mark R. Rosenzweig. 1986. « Family Reunification and the Immigration Multiplier : U.S. Immigration Law, Origin-Country Conditions, and the Reproduction of Immigrants » *Demography*, 23 (3) : p. 291-311.

—. 1989. « Sponsors, Sponsorship Rates and the Immigration Multiplier » *International Migration Review*, 23 (4) : p. 813-838.

Kakpo, Nathalie. 28 novembre 2011. « Regards sur la ville multiethnique » *EspacesTemps.net*, Livres.

Kofman, Eleonore. 2002. « Contemporary European migrations, civic stratification and citizenship » *Political Geography* 21 (8) : p. 1035-1054.

—. 2004. « Family-related migration : a critical review of European Studies » *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 30 (2) : p. 243-262.

Lardoux, Solène. 11 janvier 2011. « Objections d'une démographe. » *La vie des idées*.

Le Gall, Josiane. 2005. « Familles transnationales : bilan des recherches et nouvelles perspectives » *Les Cahiers du Gres*, 5 (1) : p. 29-42.

Massey, Douglas S. 1990. « Social Strucutre, Household Strategies, and the Cumulative Causation of Migration » *Population Index*, 56 (1) : p. 3-26.

Massey, Douglas S., Joaquin Arango, Graeme Hugo, Ali Kouaouci, Adela Pellegrino et J. Edward Taylor. 1993. « Theories of International Migration : A Review and Appraisal » *Population and Development Review*, 19 : p. 431-466.

Mazzucato, Valentina et Djamila Schans. 2008. « Transnational Families, Children and the Migration-Development Nexus. » Texte présenté lors de la *SSRC Migration & Development Conference*. New York, 28 février-1er mars 2008.

—. 2011. « Transnational families and the well-being of children : Conceptual and methodological challenges » *Journal of Marriage and Family*, 73 (4) : p. 704-712.

Morris, Lydia. 2003. « Managing Contradiction : Civic Stratification and Migrants' Rights » *International Migration Review* 37 (1) : p. 74-100.

Nauck, Bernard et Barbara H. Settles. 2001. « Immigrant and ethnic minority families : An introduction » *Journal of Comparative Family Studies*, 32 (4) : p. 461-464.

Orellana, Marjorie F., Barrie Thorne, Anna Chee et Wan Shun Eva Lam. 2001. « Transnational childhoods : the participation of children in processes of family migration » *Social Problems*, 48 (4) : p. 573-592.

Pflegerl, Johannes. 2002. « Family and Migration. Research Developments in Europe : A General Overview » *Working Paper*, 21. Vienna : Österreichisches Institut für Familienforschung.

Salazar Parreñas, Rhacel. 2005. *Children of Global Migration. Transnational Families and Gendered Woes*. Stanford : Stanford University Press.

Satzewich, Vic. 1993. « Migrant and Immigrant Families in Canada : State Coercion and Legal Control in the Formation of Ethnic Families » *Journal of Comparative Family Studies*, 24 (3) : p. 315-338.

Schmidt, Garbi. 2011. « Migration and Marriage : Examples of border artistry and cultures of migration ? » *Nordic Journal of Migration Research*, 1 (2) : p. 55-59.

Stark, Oded et David E. Bloom. 1985. « The New Economics of Labor Migration » *American Economic Review*, 75 : p. 173-178.